

INDE : EXTENSION DU DOMAINE DU TERRORISME

Christophe Jaffrelot

En 2008, des attentats ont tué plus de cent personnes sur le sol indien. La violence des radicaux de la minorité musulmane, alimentée par les discriminations, dépasse de loin le cadre de revendications liées au statut du Cachemire.

Les attentats d'Ahmedabad (Gujarat) et de Bangalore (Karnataka) du mois de juillet dernier, qui ont fait plus d'une cinquantaine de victimes, ont marqué une brutale accélération dans un cycle de violence pourtant déjà très nourri. En mai déjà, 63 personnes avaient été tuées par plusieurs bombes disposées dans différents quartiers de Jaipur, la capitale du Rajasthan. Depuis 2002, l'Inde est en effet la cible privilégiée d'attaques islamistes qui ont fait plus de victimes – environ 650 – que dans aucun autre pays, l'Irak et peut-être l'Afghanistan exceptés. La plupart de ces attentats n'ont fait l'objet d'aucune revendication. Les enquêteurs indiens ont toutefois identifié des groupes djihadistes pakistanais et bangladais comme étant à l'origine de ces violences dans un très grand nombre de cas. Cette piste – même lorsqu'elle n'est pas étayée par l'arrestation d'un suspect d'origine pakistanaise ou bangladaise – est plus que plausible. Certains groupes islamistes d'origine pakistanaise sont en effet actifs au Cachemire indien de longue date et ne font pas mystère de leur volonté d'étendre le djihad au reste de l'Inde. Le principal d'entre eux est le Lashkar-e-Taiba (LeT) qui a sans doute été le premier à perpétrer un attentat-suicide en Inde, en 1999, et qui a ensuite mené en 2000 une attaque des plus symboliques, au Fort Rouge de Delhi – l'ancien siège de l'Empire moghol – d'où il entendait donner le coup d'envoi d'une véritable opération de reconquête.

Etant donné que les leaders du LeT continuaient d'avoir pignon sur rue et de recruter librement des militants au Pakistan, les autorités indiennes ont toujours considéré que le général Pervez Musharraf et l'armée – plus précisément les hommes de l'ISI (Inter-Services Intelligence) – protégeaient des islamistes bien utiles pour « saigner » l'Inde au Cachemire et ailleurs.

Bien que rien ne soit encore venu étayer cette hypothèse, l'implication de djihadistes pakistanais dans les attentats indiens fait, elle, peu de doutes. Mais New Delhi a trouvé fort commode de ne voir dans ces violences que la « main de l'étranger ». Or, il s'agit là d'une simplification, comme certains responsables indiens l'admettent aujourd'hui. Car si les architectes des attentats commis en Inde sont basés au Pakistan, ils ont trouvé en Inde des relais de plus en plus importants. Parmi ceux-ci, les militants du Simi (Students Islamic Move-

ment of India) figurent en première ligne. Ce syndicat d'étudiants musulmans formés à l'université islamique d'Aligarh à la fin des années 1970 n'a cessé de se radicaliser au cours des années 1990, au point de se rapprocher du chapitre indien du LeT à la fin de la décennie et d'être interdit par le gouvernement indien en 2001.

Pogrome impuni

Le Simi a envoyé certains de ses membres au Pakistan pour y suivre la formation du parfait djihadiste, y compris celle de poseur de bombe. A l'inverse, des membres du Simi ont accueilli et initié au terrain indien des djihadistes venus du Pakistan ou du Bangladesh, ce qui a facilité la multiplication des cellules dormantes et l'identification des cibles d'attentats.

Au-delà, il semble que certains cadres

du Simi aient pris l'initiative d'actions violentes sans en référer à quiconque.

Comment expliquer ces complicités et ces agissements de la part d'une communauté musulmane indienne qui, jusque-là, n'avait manifesté que peu de goût pour l'islamisme et avait même observé un profil bas, consciente qu'elle était de son caractère minoritaire ? Si certains jeunes musulmans se sont ainsi radicalisés, c'est qu'ils ont été à la fois sensibles à l'idéologie islamiste et mus par un désir de vengeance : la propagande clandestine du Simi fait souvent référence au pogrome dont les musulmans du Gujarat ont été victimes en 2002. Et à l'impunité dont jouissent les coupables, protégés par les responsables locaux du Parti du peuple indien (BJP). Ce sentiment d'injustice est renforcé par la paupérisation de cette partie de la population, victime de discrimination à l'embauche depuis la montée en puissance du sentiment nationaliste hindou, incarné par le BJP. ?